

voir m'approuver aujourd'hui de cet acte passé. Le gouvernement fut battu sur ce bill, et je n'accordai pas non plus mon appui à celui qui lui succéda, sous le nom d'administration MACDONALD-SICOTTE. J'avais promis à mes électeurs que je défendrais la question de la représentation d'après le chiffre de la population et voterais contre les écoles séparées; or, cette administration ayant résolu de mettre de côté la première de ces deux questions et d'introduire un bill des écoles séparées, je compris que j'aurais à voter contre elle lorsqu'on proposerait la représentation basée sur le chiffre de la population en amendement à l'adresse. C'est ce que je fis; plus tard, lorsque M. SCOTT présenta son bill des écoles séparées, je crus de mon devoir de m'y opposer, suivant ce que j'avais promis à mes électeurs. Cependant, ce ministère fut renversé, et il lui en succéda un autre dans lequel je vous conseillai d'entrer, M. l'ORATEUR, ainsi que l'ex-maître des postes. Je vous dis alors, M. l'ORATEUR, ainsi qu'à l'hon. M. MOWATT, que je ne vous avais pas comme mes amis d'entrer dans le ministère sans croire de mon devoir de vous supporter, et que si la question de la représentation était de nouveau proposée en amendement au discours du trône, je voterais contre cet amendement, me réservant d'expliquer mon vote à mes électeurs aux prochaines élections générales et bien décidé à rester chez moi si je n'étais pas approuvé. Je crois que le gouvernement fit bien de résigner lorsqu'il vit qu'il ne pouvait faire fonctionner avec avantage la chose publique, et je résolus, lors de la formation du ministère TACHÉ-MACDONALD, de lui laisser le champ libre et de ne pas lui faire une opposition déclarée s'il se trouvait appuyé de la majorité de la chambre. Cependant, lorsque la reconstruction eût lieu, je sentis que je ne pouvais pas soutenir un gouvernement de cette espèce, que l'influence démoralisatrice d'une coalition de cette sorte détruirait tout le bien qu'elle pourrait jamais faire et que l'alliance était malheureuse. (Écoutez! écoutez!) D'ailleurs, je sentais que je ne pouvais, après avoir voté non-confiance dans les mêmes hommes, le 14 juin dernier, pour avoir mal à propos dépensé cent mille piastres du trésor public, me présenter en chambre huit jours après et déclarer qu'ils avaient mon adhésion parce qu'ils avaient promis de donner à l'hon. M. BROWN, pour lui et deux autres membres du parti libéral, trois sièges dans le cabinet, et cela lorsqu'ils n'avaient

rien fait autre chose, pour mériter ma confiance, que de déclarer qu'ils accorderaient des changements constitutionnels,—lesquels changements peuvent aussi bien qu'ils ne peuvent pas avoir lieu. Je ne voulus pas, cependant, leur faire d'opposition factieuse; au contraire, j'étais disposé à appuyer toutes les bonnes mesures qu'ils pourraient nous offrir. Ce gouvernement s'aboucha en cette ville avec des délégués des provinces du golfe et combinèrent tous ensemble les propositions que nous discutons en ce moment. Ces propositions renferment à mon sens des principes qui ne s'accordent pas avec les engagements que j'ai pris avec mes électeurs; par conséquent, je ne saurais les voter sans les voir soumettre au préalable au pays. (Écoutez! écoutez!) Je ne veux rien dire ici du mérite de la mesure; je déclare simplement qu'elle contient des principes contraires à ceux que je me suis engagé à soutenir. Le *Globe* a enseigné à mes électeurs que le chemin de fer intercolonial, loin d'offrir aucun avantage au pays, serait une source de maux et qu'il ne serait utile ni comme entreprise militaire ni comme entreprise commerciale. Au point de vue militaire, on sait que le chemin doit passer à vingt-six milles des frontières des États-Unis, qui peuvent l'intercepter quand ils le voudront; au point de vue commercial, jamais il ne pourra soutenir la concurrence avec les communications par eau, sans compter que les neiges d'hiver viendraient en suspendre complètement l'opération. Le même journal nous a dit que le revenu de ce chemin de fer ne suffirait même pas à payer la graine des essais. (Écoutez! écoutez!) Lorsque je me présentai à mes électeurs et que je leur annonçai mon intention d'appuyer le gouvernement MACDONALD-DORION, ils me dirent que je ne devais le faire qu'avec réserve, attendu que le ministère avait déjà octroyé dix mille piastres pour l'exploration du chemin de fer intercolonial. Je répondis à cela que la meilleure garantie que je pouvais leur donner du contraire était la présence de M. A. A. DORION dans le cabinet, qui avait déjà résigné le portefeuille de secrétaire provincial dans le gouvernement MACDONALD-SICOTTE parce qu'il refusait de consentir à la construction du même chemin de fer. Une autre question qui ne laissait pas que de m'embarasser un peu, était celle des écoles séparées. Mais l'hon. solliciteur-général actuel du Haut-Canada vint dans mon arrondissement électoral, et dit aux